

<http://www.attac93sud.fr/spip.php?article1502>



Transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation

- Notre assiette pour demain -

Date de mise en ligne : jeudi 24 décembre 2020

Copyright © ATTAC 93 sud - Tous droits réservés

Préambule : la mesure 34 du programme Attac

Mesure 34 : Un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation

La relocalisation et la diversification des systèmes alimentaires se font en lien avec les besoins locaux. Cela passe par des soutiens publics bien plus importants au développement de circuits courts et de filières longues relocalisées : abattoirs et commerces de proximité, approvisionnement local et bio de la restauration collective. Les soutiens à la transition doivent permettre aux paysan-nes de développer les protéines végétales et prairies, lier l'élevage au sol, gérer durablement l'eau, lutter contre la déforestation importée, s'affranchir à terme des pesticides et engrais de synthèse et des multinationales qui les fabriquent par un renforcement de la fiscalité, réduire au maximum la dépendance aux énergies fossiles et les antibiotiques en développant les alternatives de soins par les plantes.

Les politiques publiques et les plans d'investissement doivent soutenir l'emploi, l'accès à une alimentation de qualité pour tou-te-s et le respect de l'environnement plutôt qu'une agriculture 4.0.

1 : L'ACCORD AU COU COMMENT LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UE ET LE MERCOSUR VA SACRIFIER LES DROITS HUMAINS, L'ALIMENTATION ET ET LA PLANÈTE



L'ACCORD AU COU

COMMENT LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UE ET LE MERCOSUR VA SACRIFIER LES DROITS HUMAINS, L'ALIMENTATION ET ET LA PLANÈTE

Les Amis de la Terre France

L'Union européenne a récemment conclu un accord commercial avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) qui, s'il est ratifié, serait le plus important jamais mis en place par les deux blocs en nombre de citoyens concernés. Cet accord s'accompagnera cependant de coûts sociaux et environnementaux exorbitants.

De tragiques conséquences se profilent tant au niveau régional que mondial : recrudescence des incendies en Amazonie, montée en flèche des émissions de gaz à effet de serre, perturbation de la production alimentaire locale dans les pays du Mercosur et utilisation accrue de pesticides dangereux et d'autres substances toxiques menaçant la sécurité sanitaire des aliments importés en Europe.

La signature de cet accord consolidera par ailleurs la position du président brésilien Jair Bolsonaro, rendu célèbre par ses attaques répétées contre les droits des peuples autochtones, des femmes, des paysans et autres travailleurs, ainsi que par ses coups portés à l'Accord de Paris sur le climat et à l'environnement de son pays.

Pour entrer en vigueur, l'accord doit encore être adopté par le Conseil de l'UE, par le Parlement européen et l'ensemble des parlements des États membres. Le moment est venu de s'opposer fermement à cet accord commercial colossal, qui, s'il venait à entrer en vigueur, porterait gravement atteinte aux populations, au climat et à l'environnement.

pdf complet :



document 1

2 : Se nourrir lorsqu'on est pauvre Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité



SOMMAIRE

9	AVANT-PROPOS
13	TITRE 1. CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DU RÔLE DE L'ALIMENTATION POUR L'INCLUSION SOCIALE DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ
15	PARTIE 1. SE NOURRIR : UN ÉLÉMENT FONDATEUR DE L'IDENTITÉ INDIVIDUELLE, DU LIEN SOCIAL ET DE L'APPARTENANCE SOCIALE
17	I. Définir « se nourrir » au-delà de son rôle essentiel de satisfaction d'un besoin biologique
18	II. Se nourrir : lien avec la construction de l'identité individuelle
18	A. COMPLEXITÉ DES ÉLÉMENTS QUI DÉTERMINENT LES PRISES ALIMENTAIRES
20	B. COMPLEXITÉ DES INCIDENCES DES PRISES ALIMENTAIRES DANS LA CONSTRUCTION DE LA PERSONNE
22	III. Se nourrir : support de phénomènes sociaux
24	IV. Éléments constitutifs du rôle social de l'alimentation pour une personne
27	PARTIE 2. IMPACTS DE LA PRÉCARITÉ SUR LE RÔLE SOCIAL DE L'ALIMENTATION
29	2.1. SE NOURRIR : UNE SOURCE DE TENSIONS DANS LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ INDIVIDUELLE ?
29	I. Caractère hétéronome de l'alimentation et vie en précarité
29	A. PRÉOCCUPATION ET STRESS QUOTIDIEN
30	B. POUDR, CULPABILITÉ VIS-À-VIS DES ENFANTS
31	C. UNE SERVIRIE ET NON UN PLAISIR
32	D. ISOLEMENT OU SOLITUDE
34	E. MALADIES CHRONIQUES ET ALIMENTATION
35	F. SITUATION DE « MAL-MANGER »
36	II. Dignité et estime de soi des personnes en vulnérabilité alimentaire
36	A. HUMILIATION DE DÉPENDRE DES AUTRES POUR SE NOURRIR ET NOURRIR LES SIENS
37	B. RAPPORT AU CORPS, REGARDS DES AUTRES
38	III. Le cercle vicieux de pauvreté et d'exclusion en lien avec l'accès à la nourriture ?
38	1) Peurs et angoisses qui empêchent de se relever
39	2) Poids du regard des autres
39	3) Obligation d'accepter des emplois pénibles et humiliants
40	4) Perte de l'habitude de cuisiner

pdf complet :



document 2

3 : 10 raisons de ne pas accorder de dérogation à l'interdiction des néonicotinoïdes



Paris, 7 septembre 2020

Objet : 10 raisons de ne pas accorder de dérogation à l'interdiction des néonicotinoïdes!

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Comme vous le savez, le mercredi 5 août 2020, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a déclaré dans un communiqué vouloir accorder des dérogations permettant d'utiliser des insecticides néonicotinoïdes en enrobage de semences sur la culture de la betterave¹. Ce 3 septembre, il a présenté un projet de loi en conseil des ministres visant à autoriser – dès la campagne 2021 et le cas échéant les deux campagnes suivantes – le recours à l'article 53 du règlement européen n°1107/2009 octroyant au moment des semis une dérogation de 120 jours pour les semences enrobées par des néonicotinoïdes. Par ailleurs, ce projet de loi ne circonscrit pas cette dérogation à la culture de la betterave et laisse la possibilité d'accorder d'autres dérogations, en supprimant de surcroît l'obligation de bilan sanitaire et environnemental qui était prévue avant tout octroi de dérogation.

Dans un courrier adressé au ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, et transmis en copie à la ministre de la Transition écologique, **18 organisations² se sont dites fermement opposées à cette décision ministérielle qui constitue un recul inadmissible du gouvernement sur les questions agricoles, environnementales, sociales et sanitaires.**

Refuser cette dérogation à la loi biodiversité s'avère indispensable pour trois motifs principaux³ :

pdf complet :



document 3

4 : Bilan des États Généraux de l'Alimentation : 2 ans après, la loi EGalim définitivement à l'abandon

TABLE DES MATIÈRES

1. ASSURER LE REVENU DES PRODUCTEURS	5
1.1 Relèvement du seuil de revenu à parts	5
1.2 Négociations commerciales	6
2. AMÉLIORER LES CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES ET SANITAIRES DE PRODUCTION	7
2.1 Interdiction des néonicotinoïdes et des produits à mode d'action identique pour protéger la biodiversité, les abeilles et ma santé	7
2.2 Protection des riverains à proximité des zones à traitement phytosanitaires/pesticides	7
2.3 Séparation des activités de conseil aux agriculteurs et de vente de pesticides	8
2.4 Interdiction du dioxyde de titane nanoparticulaire dans les produits alimentaires	9
3. RENFORCER LE BIEN-ÊTRE ANIMAL	10
4. FAVORISER UNE ALIMENTATION SAINTE, SÛRE ET DURABLE POUR TOUS	12
4.1 Améliorer la qualité des repas en restauration collective	12
4.2 Introduction de menus végétariens dans les cantines	13
4.3 Accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous	14
4.4 Accès à une alimentation saine et sûre	15
5. RÉDUIRE L'UTILISATION DU PLASTIQUE DANS LE DOMAINE ALIMENTAIRE	16
6. CE QUE LA LOI EGALIM A ÉGALEMENT LAISSÉ DE CÔTÉ...	17
6.1 Le climat	17
6.2 La solidarité internationale	18
6.3 Le commerce équitable	19
6.4 La biodiversité	19



pdf complet :



document 4

5 : Résultats du 14e baromètre IPSOS / SPF



pdf complet :



document 5

6 : Urbanités #10 Ce que mangent les villes - avril 2018

De l'agriculture urbaine à la justice alimentaire : regards critiques franco-américains.
Entretien avec Nathan McClintock et Christophe-Toussaint Soulard, par Flaminia Paddeu



pdf complet :



document 6

7 : Des insecticides autorisés à revenir dans les champs de betteraves

PAR AMÉLIE POINSSOT Médiapart.Fr

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 8 AOÛT 2020



Feuille de betterave atteinte par la jaunisse, dans le nord de la France, le 4 août 2020. © AFP

Ils avaient pourtant été interdits en septembre 2018. Les néonicotinoïdes, catégorie d'insecticides particulièrement néfaste, pourraient faire leur retour dans la culture de betterave. C'est en tout cas la promesse faite par le ministère de l'agriculture pour contrer les attaques massives de pucerons. Les producteurs de maïs se sont aussitôt engouffrés dans la brèche.

pdf complet :



document 7

8 : AU RAPPORT La faim pourrait tuer 12 000 personnes par jour à la fin de l'année

Par Nelly Didelot (<https://www.liberation.fr/auteur/18541-nelly-didelot>)

â€” 9 juillet 2020 à 06:53

Par Nelly Didelot(<https://www.liberation.fr/auteur/18541-nelly-didelot>)
— 9 juillet 2020 à 06:53



Des volontaires de l'association Hunger has no Religion, lors d'une distribution de nourriture à Johannesburg, le 23 mai. Photo Marco Longari, AFP

pdf complet :



document 8

9 : VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement

Volume 12 Numéro 2 | septembre 2012

Natures et Métropoles

Dossier : Natures et Métropoles

L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise: la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale

FLAMINIA PADOU
<https://doi.org/10.4000/vertigo.12068>

Résumés

French/English
Le notion de justice alimentaire implique les dimensions des territoires du local notamment aux États-Unis. Elle se traduit par l'accès de l'approvisionnement dans les grandes métropoles américaines. Lors de sa construction à son statut de mouvement de classes moyennes. Malgré les progrès que leur font être alimentés, la justice alimentaire cherche à favoriser le statut alimentaire des populations pauvres et des minorités ethniques des quartiers défavorisés. Elle cherche à les faire des acteurs de leurs territoires dans les zones urbaines des métropoles. Le cas d'étude de la ville de New York, et notamment du quartier de Lower East dans le Lower Bronx, permet de rendre compte des pratiques réappropriées locales de justice alimentaire et de souligner leurs apports théoriques, notamment à partir des concepts de la souveraineté d'équipe : justice sociale, justice spatiale et justice environnementale.

pdf complet :



document 9

10 : Alimentation : « Les pratiques agricoles vertueuses doivent être soutenues »

TRIBUNE

Collectif

Au-delà de la question de la souveraineté alimentaire, la crise liée à l'épidémie du Covid-19 place l'enjeu de la durabilité au cœur de nouvelles politiques agricoles volontaristes qui ciblent les productions plus saines et plus écologiques, estime, dans une tribune au « Monde », un collectif de quatre chercheurs.

Dans le contexte de la crise du Covid-19 et de ses suites, les appels à une plus grande souveraineté alimentaire de la France sont nombreux. Celle-ci suppose une baisse des importations qui passe principalement par des gains de compétitivité prix et hors prix des producteurs nationaux.

Elle peut aussi se traduire par une reterritorialisation de l'alimentation, remettant en cause le mouvement de spécialisation productive des territoires qui a prévalu au cours des dernières décennies. Cependant, la réduction des importations et la reterritorialisation ne sont que deux vecteurs qui doivent être mis au service d'un enjeu supérieur, celui de la durabilité de notre agriculture et de notre alimentation.

pdf complet :



document 10

11 : L'accaparement des terres agricoles brésiliennes par Harvard est un désastre pour les communautés et un avertissement aux spéculateurs

by GRAIN & Rede Social de Justiça e Direitos Humanos | 15 May 2020 Land



pdf complet :



document 11

12 : Des collectifs sèment les graines de l'autonomie alimentaire

PAR AMÉLIE POINSSOT Médiapart.Fr
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 24 MAI 2020

Des collectifs sèment les graines de l'autonomie alimentaire

PAR AMÉLIE POINSSOT
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 24 MAI 2020

L'épidémie a fait grossir ou naître des collectifs soucieux de produire sain et local, « de montrer qu'un territoire peut nourrir les gens qui l'habitent ». En Vendée ou dans la Drôme, certains se préparent à affronter, demain, des ruptures dans la chaîne agroalimentaire.



Premier chantier de plantation par le collectif Bocage à la patate. © DR.

« Ne pas nous remettre dans le système qui nous a conduits à cette situation. » Dans les Deux-Sèvres, Kévin Certenais explique combien l'épidémie a accéléré la démarche de son collectif, Bocage à la patate. « Pendant le confinement, nous nous sommes dit qu'à la sortie, ça allait être rude, qu'on aurait besoin de faire des choses ensemble. » Alors, avec

pdf complet :



document 12

13 : Créons une sécurité sociale de l'alimentation pour enrayer la faim

Reporterre
le quotidien de l'écologie

Créons une sécurité sociale de l'alimentation pour enrayer la faim

18 mai 2020 / Des paysan.nes, agronomes, citoyen.nes, précaires, chercheur.euses, entrepreneur.euses, commerçant.es



En France, nous peinons encore à mettre à l'abri de la faim. Les auteurs de cette tribune proposent donc la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation, pour plus d'équité sociale, pour transformer notre modèle agricole et prendre ainsi soin de

pdf complet :



document 13

14 : D'où viennent les coronavirus ? Contre les pandémies, l'écologie

¹⁸ MONDE diplomatique
<https://www.monde-diplomatique.fr/> > MARS 2020, pages 1 et 21
6 traductions

MARDI 17 MARS 2020 Afin d'endiguer la progression de ce que l'Organisation mondiale de la santé qualifie depuis le 11 mars de pandémie, plusieurs pays dont l'Italie, l'Espagne et la France ont mis en place des mesures de confinement drastiques, comme l'avait fait Pékin quelque temps après l'apparition du coronavirus sur le sol chinois (voir le dossier du numéro d'avril, « Covid 19, et la vie bascula »).



D'OÙ VIENNENT LES CORONAVIRUS ?
Contre les pandémies, l'écologie

Même au XXI^e siècle, les vieux remèdes apparaissent aux yeux des autorités chinoises comme le meilleur moyen de lutter contre l'épidémie due au coronavirus. Des centaines de millions de personnes subiraient des restrictions dans leurs déplacements. N'est-il pas temps de se demander pourquoi les pandémies se succèdent à un rythme de plus en plus soutenu ?

PAR SONIA SHUKH

S ENRAYER ce pangolin ? Une chauve-souris ? Ou même un serpent, comme on a pu l'entendre un temps avant que cela ne soit démenti ? C'est à qui sera le premier à incriminer l'animal sauvage à l'origine de ce coronavirus, officiellement appelé SRAS-CoV-2 (1), dont le piège s'est refermé sur plusieurs centaines de millions de personnes, placées en quarantaine ou retranchées derrière des cordons sanitaires en Chine et dans

pdf complet :



document 14

15 : Toxiques cachés dans les formulations de pesticides : nouveau scandale ?

19/11/2020

Toxiques cachés dans les formulations de pesticides: nouveau scandale? - Générations Futures

Toxiques cachés dans les formulations de pesticides: nouveau scandale?

Le 9 novembre 2020

pesticides

Des ONG dénoncent la présence de toxiques cachés dans des pesticides et remettent en cause leurs autorisations de mise sur le marché.

À l'occasion de la publication d'une étude (1) révélant la présence de métaux lourds et de HAP(2) dans des herbicides, nos associations remettent en cause la légalité de l'évaluation et de l'homologation des pesticides. Elles ne se situent pas sur le terrain de l'analyse des risques sanitaires, mais sur le terrain réglementaire. Car pour apprécier correctement ces risques, la réglementation européenne reconnaît la nécessité d'une évaluation portant sur la composition complète.

Le Professeur Gilles-Eric Séralini vient de publier, avec Gérard Jungers, une nouvelle étude (1) dans la revue Food and Chemical Toxicology. Les scientifiques ont analysé 14 formulations d'herbicides sans glyphosate par spectrométrie de masse. Les résultats de ces analyses montrent la présence fréquente de substances très dangereuses... qui ne sont pas indiquées sur l'étiquette des produits! Des métaux lourds et des métalloïdes comme l'Arsenic, le Cuivre, le Plomb, le Nickel.

pdf complet :



document 15

16 : Un prétexte sanitaire pour industrialiser davantage l'élevage. Au nom de la biosécurité

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Novembre 2020

Un prétexte sanitaire pour industrialiser davantage l'élevage

Au nom de la biosécurité

Comment enrayer les épidémies dans les élevages, d'autant plus inquiétantes que certains virus — impossible de l'ignorer désormais — franchissent la barrière des espèces ? La réponse sanitaire internationale ressemble à une fuite en avant du modèle industriel. Les mesures préconisées menacent la santé et les écosystèmes, tout en condamnant les exploitations à taille humaine.

par Lucile Leclair



Andy Feehan. — « Artemis the Tattooed Pig » (Artemis le cochon tatoué), 1984
© Andy Feehan - Photographie : Mark Green

pdf complet :



document 16

17 : Malbouffe et sédentarité... notre mode de vie a aggravé la pandémie

Les malades chroniques ont bien davantage succombé au Covid-19 que les autres, comme le montrent plusieurs études. Or, le développement de l'obésité, du diabète, du cancer, de l'hypertension... est directement lié aux facteurs environnementaux, que les politiques de santé publique ne prennent pas en compte.



pdf complet :



document 17

18 : Précarité : la vie sans filet | Secours Catholique

Le gouvernement révèle jeudi 3 septembre son plan de relance de l'économie. Dans quelle mesure ce plan prend-t-il en compte les ménages les plus précaires qui ont vu leurs difficultés s'accroître fortement pendant la crise sanitaire ? Celle-ci a en effet mis au jour les insuffisances de notre système de protection sociale. C'est pourquoi des élus, des chercheurs et des acteurs de terrain plaident pour un revenu minimum garanti, augmenté et inaliénable, à rebours des politiques publiques pratiquées depuis trente ans.

ENQUÊTE.

11/11/2020

Précarité : la vie sans filet | Secours Catholique



PRÉCARITÉ : LA VIE SANS FILET

Publié le 02/09/2020
France
Creative Commons

pdf complet :



document18

19 : Une agriculture écologique, indissociable du progrès social

Tribune : Liberation.Fr 24 septembre 2020 à 14:33

Par la Confédération paysanne

(<https://www.liberation.fr/auteur/15485-la-confederation-paysanne>)

Attac (<https://www.liberation.fr/auteur/21336-attac>)

Greenpeace (<https://www.liberation.fr/auteur/21337-greenpeace>)

France Nature Environnement (FNE)

(<https://www.liberation.fr/auteur/21338-francenature-environnement-fne>)

Notre affaire à tous

(<https://www.liberation.fr/auteur/21340-notre-affaire-a-tous>)

MIRAMAP (<https://www.liberation.fr/auteur/21341-miramap>)

Génération Futures (<https://www.liberation.fr/auteur/21342-generations-futures>)

Combat Monsanto(<https://www.liberation.fr/auteur/21343-combat-monsanto>)

Vietnam Dioxine(<https://www.liberation.fr/auteur/21344-vietnamdioxine>)

à€”

06/10/2020

[1] Une agriculture écologique, indissociable du progrès social - Libération



Dans le quartier de Belleville, à Paris, en juillet. Photo Stéphane de Sakutin. AFP

Plusieurs associations et collectifs lancent un mouvement citoyen le samedi 17 octobre pour changer de modèle agricole. Pour garantir à tous une alimentation saine, ils appellent notamment à revoir la politique agricole commune pour qu'elle soutienne des exploitations à taille humaine.

pdf complet :



document 19

20 : Lait contaminé : comment Lactalis a bravé les règles sanitaires ?

PAR DISCLOSE Mediapart.fr

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 22 OCTOBRE 2020

Lait contaminé: comment Lactalis a bravé les règles sanitaires

PAR DISCLOSE
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 22 OCTOBRE 2020



L'usine Cella de Craon, en Mayenne © Nicolas Serve

Disclose dévoile les nombreuses dissimulations du géant laitier dans le scandale des salmonelles dans les poudres de lait infantile, qui soulignent les défaillances des autocontrôles placés sous la responsabilité des industriels.

Mardi 15 octobre 2019 à 9 h 30, le président de Lactalis franchit les grilles de la gendarmerie de Nantes. Il n'en sortira pas avant la tombée de la nuit. Emmanuel Besnier est placé en garde à vue dans le cadre de l'enquête ouverte il y a deux ans sur les salmonelles dans les poudres de lait infantile.

pdf complet :



document 20

21 : A Bruxelles, les batailles « toxiques » de la Commission autour des substances chimiques

PAR CÉDRIC VALLET Médiapart.Fr
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 1 OCTOBRE 2020

A Bruxelles, les batailles «toxiques» de la Commission autour des substances chimiques

PAR CÉDRIC VALLET
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 1 OCTOBRE 2020

Des documents consultés par Mediapart révèlent que la très attendue stratégie de l'UE concernant la chimie, pièce centrale du « Green New Deal », divise au sein de la Commission. La Direction de l'environnement veut interdire davantage de substances dangereuses sur la base de leurs propriétés intrinsèques. Mais la « DG Santé », elle, rechigne.

Bruxelles (Belgique).— Entre la direction générale « environnement » de la Commission européenne et celle de la « santé », il y a de l'eau dans le gaz. Selon des documents internes datant de juillet, que Mediapart a pu consulter, les fonctionnaires européens chargés de la santé s'opposent avec véhémence aux propositions de leurs collègues de la « DG » environnement.

pdf complet :



document 21

22 : MINIMA SOCIAUX : « AU RSA, TU NE PEUX RIEN FAIRE »

Publié le 16/10/2020 Secours Catholique

Depuis 30 ans, les politiques sociales sont guidées par l'idée que trop d'aide tuerait la volonté des personnes précaires de s'extraire de leur condition. Les associations dénoncent cette logique qui justifie le refus du gouvernement d'augmenter le RSA. Et si pour favoriser la sortie de la pauvreté, la solution était, au contraire, d'augmenter les *minima sociaux* ?

Pendant quelques semaines, ils ont eu une lueur d'espoir. Depuis des années, des élus, des chercheurs ou encore des militants associatifs prônent une augmentation significative des *minima sociaux*. Et soudainement, le confinement a mis en lumière les insuffisances de notre système de protection sociale qu'ils dénonçaient.

En l'espace de quelques jours, des centaines de milliers de ménages se sont retournés vers les associations caritatives et les collectivités territoriales pour solliciter une aide alimentaire ou financière. Affectés par une brutale perte de revenu ou une hausse de leurs dépenses, parfois les deux, ils venaient de basculer dans une situation d'extrême urgence.

pdf complet :



document 22

23 : Permettre à chacun de manger à sa faim : l'idée d'une « Sécurité sociale de l'alimentation »

PAR SOPHIE CHAPELLE (SOPHIE-CHAPELLE) 9 SEPTEMBRE 2020

BASTA Radicalement indépendant <https://www.bastamag.net>

Imaginez un budget de 150 euros dédiés à l'alimentation, alloué chaque mois à tout le monde. Imaginez ensuite que vous décidiez collectivement, en fonction de critères débattus, des types d'aliments qui pourront être achetés avec ce budget.

Une sécurité sociale de l'alimentation pourrait fonctionner ainsi, et transformer le système alimentaire.



pdf complet :



document 23

24 : Les cantines populaires, atout indispensable au sein des luttes

La Mule du Pape, 1 septembre 2020

Elles se nomment “Les Lombrics utopiques”, “La Cagette des terres”, “L’autre cantine”... Les cantines populaires auto-gérées se multiplient sur le territoire français depuis une quinzaine d’années, ravitaillant squats, quartiers défavorisés, ZAD, festivals ou manifestations. Lors des Rencontres intergalactiques de Notre-Dame-des-Landes, plusieurs représentant·es de ces collectifs étaient présent·es pour mettre le focus sur une pratique peu mise en lumière et qui s’est pourtant imposée comme un atout indispensable des luttes.

L’auto-organisation alimentaire au cœur des luttes

Les cantines auto-gérées représentent une réponse populaire à la thématique centrale de l’alimentation. Alimenter gratuitement ou à prix libre des populations n’est pas une idée nouvelle, on peut en France en remonter l’origine à la Commune de Paris. Il est communément admis que cette phase de résistance populaire aura pu faire face dans un premier temps au siège de la capitale par les Prussiens en 1870, puis à son blocus ferroviaire l’année suivante, en organisant la distribution de pain et de nourriture (exemple des Marmites d’Eugène Varlin, créées en amont pour nourrir les milieux ouvriers, et qui se sont perpétuées lors de la Commune). Les cantinières subissent alors une répression très importante. A l’époque, les dépenses alimentaires représentent en effet l’essentiel du budget de la population, leur action est donc une épine dans le pied des autorités qui cherchent à écraser la contestation.



Cantines populaires sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pendant le festival Zadenvies

pdf complet :



document 24